

**Confederacion General del Trabajo CGT (Etat espagnol)**

**Confederacion Intersindical (Etat espagnol)**

**Ezker Sindikalaren Konbergentzia - ESK (Pays Basque)**

**Confederazione Unitaria di Base CUB (Italie)**

**Sindacato Dei Lavoratori intercategoriale SDL e RDB (Italie)**

**Unione Sindicale Italiana USI (Italie)**

**Transnationals Information Exchange TIE (Allemagne)**

**Confédération Nationale du Travail (France)**

**Union syndicale Solidaires (France)**

## **Nous sommes tous des travailleurs/ ses grecs**

Depuis des semaines, sous la pression de la Commission Européenne et du Fonds Monétaire International, le gouvernement grec s'attaque aux travailleurs/ ses de ce pays.

Le niveau d'endettement du pays (12,7%) est mis en avant pour tenter de justifier des reculs sociaux ... injustifiables. D'ailleurs, les taux de pays comme la Grande Bretagne, l'Espagne, le Japon, les Etats Unis sont aussi à plus de 10%.

Les travailleurs/ ses de Grèce, à juste titre, refusent de payer la crise du système capitaliste.

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise.

Les mesures annoncées sont inadmissibles : non remplacement de 4 départs à la retraite sur 5 dans la Fonction publique, hausse de la Taxe sur la Valeur Ajoutée de 19 à 21 %, baisse de 10 % des dépenses d'assurance, gel des pensions de retraites, réduction de 15 % des salaires, âge légal de départ à la retraite porté à 67 ans, etc.

Les mêmes banques et les mêmes spéculateurs, qui hier ont été sauvés d'une faillite certaine grâce à l'aide des Etats, mettent la pression sur ceux-ci et sont autorisés à spéculer sur leurs dos. Les gouvernements ont sauvé les banques, sans contrepartie. Aujourd'hui ces mêmes banques viennent faire payer l'addition aux peuples. La Grèce est attaquée, le Portugal est dans la ligne de mire, l'Espagne et l'Irlande sont menacées.

En Grèce, plusieurs grèves et manifestations massives ont déjà eu lieu. Le 24 février une grève générale a paralysé le pays. Nos syndicats affirment leur soutien au peuple grec.

Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires sont organisés internationalement : le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la famine d'une partie de la planète, ... Nous entendons avancer dans la mise en place d'un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme, le libéralisme.

Partout, développons et coordonnons les luttes sociales, et construisons la

résistance commune au niveau européen ! Face à la crise du système capitaliste, la grève générale est nécessaire. Nous voulons la construire !

En Grèce comme ailleurs, ce n'est pas au peuple de payer la crise du système capitaliste !